

Le « message fort » que le Secrétaire d'Etat [John Kerry entend faire passer](#) lors de sa visite à Kiev, c'est que les Etats-Unis soutiennent « *le peuple de l'Ukraine et la voix du peuple ukrainien* ». Or son homologue russe eut beau jeu de brocarder (à la Conférence sur la sécurité à Munich en février), l'interprétation occidentale du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes dans le cas de l'Ukraine. [M. Lavrov faisait remarquer](#) que « *Le Secrétaire général de l'OTAN et mon ami, Anders Fogh Rasmussen, a également parlé de la nécessité de donner à l'Ukraine la liberté de choix. Cependant, nous nous souvenons tous comment en 2007, lors du sommet de l'OTAN ce choix de l'Ukraine a été politiquement préétabli.* »

✘ Nota bene : le sommet de l'OTAN, dont le ministre fait référence, eut lieu non pas en 2007 mais en 2008, à Bucarest. Ceci n'enlève toutefois rien à l'argument, puisque c'est effectivement à ce sommet que les Etats-Unis ont réussi à faire avaliser par l'ensemble des alliés [la déclaration officielle](#) selon laquelle : « *L'OTAN se félicite des aspirations euro-atlantiques de l'Ukraine et de la Géorgie, qui souhaitent adhérer à l'Alliance. Aujourd'hui, nous avons décidé que ces pays deviendraient membres de l'OTAN. Le MAP [Membership Action Plan] représente, pour ces deux pays, la prochaine étape sur la voie qui les mènera directement à l'adhésion.* »

Et le ministre Lavrov de poursuivre, devant le parterre d'invités à Munich : « *Je voudrais citer également les paroles du représentant officiel du Département d'Etat américain, qui sont gravées dans ma mémoire : 'Les États-Unis espèrent que l'Ukraine va former un gouvernement qui assurerait l'unité politique et la prospérité économique, soutenu par le FMI et en réponse aux aspirations du peuple ukrainien vers l'avenir européen'. Si c'est la confirmation de la liberté de choix, alors la liberté du peuple ukrainien est traitée de manière bizarre, parce que, en fait, un choix est en train d'être imposé, ce que la Russie ne veut pas et ne va jamais faire.* ».

Pour ce qui est de ce tout dernier point, c'est évidemment à débattre. N'empêche : même si les deux (Moscou et Washington) veulent imposer, chacun à sa manière, une trajectoire à l'Ukraine, l'un le fait dans un pays limitrophe auquel il est attaché par de multiples liens (historiques, géographiques, culturels, économiques). Sans parler du fait qu'il lui est [essentiel du point de vue stratégique](#). L'autre, en revanche, joue l'apprenti sorcier sur un autre continent, à des milliers de kilomètres de ses frontières. Et, comme chacun le sait, il n'en est pas non plus à son premier essai...